

D'UNE POLITIQUE GLOBALE DE L'APPROPRIATION DE L'ÉCRIT

Par Michel Piriou

Président de l'Association Française pour la Lecture

La lecture est une pratique sociale qui nécessite un statut. La maîtrise de la lecture et de l'écriture, outils individuels de la pensée et instruments collectifs de promotion, constitue un enjeu primordial au regard des valeurs de liberté, d'égalité et de solidarité. Renouant avec le meilleur de l'éducation populaire, celle qui fait des progrès de chacun l'affaire de tous, elle contribue d'un même mouvement à promouvoir l'épanouissement de la personne et l'éducation du citoyen. Comment est prise en compte la question de l'écrit dans l'exercice de la citoyenneté ? Quelle part de la population participe à la chose publique ? Et dans cette part, quelle place prend la jeunesse ? Avec une politique de nouvelles pratiques de lecture publique, on peut sûrement progressivement construire un nouveau schéma de pensée et un mode d'action au plus près du citoyen.

Quand Jules Ferry crée le système scolaire français à la fin du 19^e, la France est un pays alphabétisé. Le processus d'alphabétisation s'était installé durant ce siècle dans les pratiques sociales. Il était l'héritier de l'enseignement mutuel¹. Comme dans tous les pays en voie d'industrialisation, le mouvement ouvrier pensait qu'il était porteur des changements indispensables à l'humanité. Il était en lutte permanente. Il produisait des tracts, des analyses, des articles... D'une certaine manière, Jules Ferry a confisqué ce processus en instituant un système public. Il faut se rappeler combien les communards avaient effrayé les notables. Le grand serviteur de la bourgeoisie industrielle leur a tenu à peu près ce langage : « *si vous ne me laissez pas créer cette école républicaine, vous ne pourrez pas empêcher la multiplication ou le renforcement de tous ces lieux où les gens apprennent, s'enseignent dans une démarche un peu mutuelle, ce quelque chose qu'il nous est difficile de contrôler et qui risque de générer des événements aussi fâcheux que ceux de la Commune de Paris* ».

Une fois cette école développée, elle a convaincu tout le monde qu'elle était à l'origine de l'alphabétisation et qu'on lui devait l'éducation du peuple. L'alphabétisation disait Ferdinand Buisson, « *c'est faire acquérir ce qui n'est pas permis d'ignorer pour trouver sa place dans les dispositifs de production liés à l'industrialisation, pour prendre sa place dans le fonctionnement d'une vie sociale.* » Produire mieux, s'intégrer mieux à la société et à ses lois, c'était apprendre à lire, écrire et à compter. Et pas plus. Surtout pas plus. Ce qui faisait dire à Alain : « *Il faut donc former l'enfant à cette lecture par les yeux. C'est dire qu'il faut viser d'abord la lecture courante, et la dépasser. Or, nos écoliers ânonnent. Ils écoutent et récitent mieux qu'ils ne lisent. Aussi les longues oreilles du bonnet d'âne signifient plus qu'on ne veut.* »

Derrière ces apprentissages lire, écrire, compter, on a découvert qu'il y avait des langages qui étaient en fait des outils de pensée. C'est-à-dire des outils dont l'humanité se dote, qu'elle crée et qu'elle fait évoluer comme moyens de construire des modèles, des systèmes d'analyse, d'interprétation du réel, et chacun montre ce que les autres ne voient pas. Le témoignage qu'on pourrait en donner c'est celui

¹ L'école mutuelle, une pédagogie trop efficace ?, Anne Querrien, Les Empêcheurs de penser en rond, 2005

qu'a donné involontairement Hubert Rives, spécialiste d'astrophysique, qui disait « *on peut toujours parler du Bing bang avec le langage oral pour vous aider à imaginer un peu ce que c'est, mais ce phénomène n'est compréhensible qu'à travers le langage qui a permis de le penser, de le construire comme un événement* ». Je peux vous raconter « Madame Bovary », mais ce que dit Flaubert, c'est ce qui résulte de ce travail d'écriture au-delà d'une histoire somme toute banale. C'est ce qui ne peut pas exister sans ce travail d'écriture.

Dès 1965, l'AFL (Association Française pour la Lecture) s'est mise à travailler sur l'apprentissage de la lecture en postulant que la lecture est certainement tout à fait autre chose que ce qu'on enseigne à travers l'alphabétisation, le déchiffrement, le code, la correspondance grapho-phonétique.

Des tests nationaux en France ont montré depuis 1989 qu'il y a seulement 20% de lecteurs experts à l'entrée au secondaire. C'est la proportion actuelle de cadres et décideurs dont le pays semble avoir besoin. Restent les 80%. Même si, contrairement à ce que laisse entendre la doxa, les élèves d'aujourd'hui savent plus et sont plus nombreux à savoir plus, l'élite demeure seule à utiliser les langages. En quoi est-ce finalement utile dans un monde, où l'inégalité est la règle, où l'exploitation de l'homme est la règle ? En quoi est-ce utile que la majorité des gens, victimes de cette inégalité, victimes de cette exploitation, disposent de langages qui leur permettraient de construire, à partir de leurs propres expériences, des modèles du monde, d'agir sur leur environnement économique et social ? Des associations œuvrent, certaines avec beaucoup de compassion, à ré-alphabétiser. On sait pourtant que ces gens ont perdu la notion de l'écrit parce qu'ils n'ont pas, n'ont en jamais eu l'usage, parce qu'ils n'ont aucune reconnaissance sociale, qu'ils ne participent pas à la vie sociale, économique, syndicale, politique. Ils n'ont pas de statut faisant d'eux des scripteurs. La lecture est une pratique sociale qui nécessite un statut.

Quand l'humanité se dote des premiers systèmes d'écriture, ce n'est pas pour noter le langage oral, ni même pour s'exprimer ou communiquer. Dès ses origines, la fonction du langage écrit vise l'idée de conduire des opérations intellectuelles. C'est le fait qu'avec l'écrit, la pensée puisse devenir à son tour objet de pensée, un objet de pouvoir dirait Jacques Ralite² : « *Moi, je suis un politique. J'écris tous mes discours. En n'écrivant pas son discours, on n'invente pas de pensée. Car la pensée vient de l'écriture et la pensée est à soi. Sinon, on fait un brouet. L'écriture est un acte transformateur.* »

.Je dois ajouter une navrante banalité : on pense tout le temps et cette pensée s'écoule dans une dimension, le temps, et souvent elle finit par s'évaporer. La pensée que j'ai à l'instant prend la place de la pensée qui existait auparavant. Sûrement qu'il y a un rapport entre la pensée que j'ai dans l'instant et la pensée qui était un peu avant, elles s'enchaînent, mais à un moment donné, il n'y en a qu'une à la fois car forcément le champ de conscience n'est occupé que par une pensée active. Cette fluidité, cette évanescence, cette disparition permanente de ce qu'on pense fait que la pensée est sans arrêt en train d'évoluer. Autrement dit, si nos idées changent c'est que la nouvelle fait disparaître la précédente. C'est à la fois quelque chose de tout à fait bien et quelque chose qui a ses limites. On n'a jamais l'ensemble de sa pensée sous les yeux. Le langage écrit permet la permanence de ces choses et tout, à un moment donné, peut être présent simultanément, figé dans une autre dimension, et même deux : l'espace de la feuille. L'écriture, permet de pouvoir penser sur ce qu'on pense : penser la cohérence de tout ce qu'on a réussi à mettre présent simultanément dans un espace et non plus seulement, dans une durée. L'ensemble des opérations intellectuelles qui s'inscrivent dans les systèmes d'écriture est la raison graphique³. « On n'écrit (on ne décrit) jamais quelque chose qui s'est passé avant le travail d'écrire, mais bien ce qui se produit (et cela dans tous les sens du terme) au cours de ce travail, au présent de celui-ci, et résulte, non pas du conflit entre le très vague projet initial et la langue, mais au contraire d'une symbiose entre les deux qui fait, du moins chez moi, que le résultat est infiniment plus riche que l'intention.⁴ »

Nos systèmes scolaires réussissent techniquement à transmettre aux jeunes générations les savoirs qui sont à l'œuvre socialement. En fait, pour tirer partie de ce qui est enseigné à l'école et qui globalement est plutôt bien enseigné, il faut un certain nombre de conditions du côté de l'élève. A savoir : ce qui se construit à l'école, on l'acquiert facilement quand cela concerne des savoirs dont on voit les usages, la mise en œuvre, les représentations positives, dans son environnement. Pour les enfants des classes supérieures, une partie de ceux des classes moyennes et notamment ceux du milieu enseignant, ce que l'école enseigne, tout cela a cours dans l'environnement. Mais, aujourd'hui,

² Sénateur français

³ Jack Goody, *La raison graphique*, Les éditions de minuit

⁴ Claude Simon

pour les trois quarts des enfants, ce que l'école enseigne, il n'y a qu'à l'école qu'on voit cela, il n'y a qu'à l'école que cela fonctionne.

On dit qu'à l'école, il faut écrire. Où est-ce que les enfants voient qu'on écrit ? Et qui écrit en dehors de l'école ? On rencontre des écrits mais c'est un savoir scolaire. Aujourd'hui, dans les quartiers populaires, les savoirs enseignés dans le secondaire ne sont absolument pas, pour les gens, des écrits sociaux. Là, on est pédagogiquement devant un problème que l'école n'a jamais su régler. Ce n'est pas l'école qui produit des savoirs, c'est la société et les pratiques sociales, ce que les gens vivent, ce que les gens font : c'est cela qui produit les savoirs. L'école ne peut que les transmettre, et les transmettre suppose qu'ils existent aussi autour de l'école. Le point faible de l'école aujourd'hui, ce n'est pas ce qu'elle fait à l'intérieur mais c'est ce qui existe ou n'existe pas autour : autour de l'école, on ne lit pas, on n'écrit pas dans le corps social car dans les métiers que les gens exercent, on n'attend pas d'eux qu'ils soient utilisateurs d'écrits pour penser. Donc, tout ce qu'on fait à l'école, c'est quelque chose qui n'existant qu'à l'école, ne peut pas se transmettre ou ne réussit à se transmettre qu'auprès d'enfants qui ont plus ou moins l'expérience ou la représentation de tout cela, qui ont une idée « mobilisante » de l'utilité de l'écrit. L'écriture est une pratique sociale qui nécessite un statut. C'est bien ce qui bloque en ce moment. Tous les problèmes qu'on pose, ce ne sont pas des problèmes de jeunesse, d'enfants ou d'école. Ce sont des problèmes de société. Une société ne se pervertit pas, ne se détruit pas, ne se pourrit pas par sa jeunesse. Elle se détruit, elle se pourrit par sa propre logique et son propre fonctionnement. Les effets, les difficultés qu'on observe dans le cadre scolaire, ne sont que les révélateurs d'un malaise d'une société qui fonctionne au salaire minimum et aux « stock options ».

Le ministère de la Communauté française se préoccupe de ces problèmes et affiche sa volonté de s'y atteler au travers de son décret relatif au développement des pratiques de lecture organisé par le réseau public de la lecture et les bibliothèques publiques. On y retrouve la nécessité du *développement des pratiques de lecture* et de *l'accès au savoir et à la culture par la mise à disposition de ressources documentaires et culturelles sur tous supports, matériels et immatériels de même qu'à permettre leurs utilisations multiples par le plus grand nombre.*

Si toutes les catégories sociales fréquentent les bibliothèques municipales, la proportion d'usagers varie du simple au double selon les catégories. Le niveau de diplôme reste le critère le plus explicatif. Plus il augmente, plus les usagers sont des emprunteurs actifs. *Il faut autant de temps, d'argent et d'énergie pour augmenter de 1% la fréquentation d'une bibliothèque qu'il en a fallu pour la construire, l'équiper, la faire connaître et qu'elle soit fréquentée par son public "naturel",* écrit Jean Gattegno en 1984.

Et la démarche d'organiser la lutte contre l'illettrisme en ciblant les publics pour les (ré)alphabétiser ne fonctionne pas autant qu'on pourrait le souhaiter. L'alphabétisation masque la réalité, que l'écrit est un langage pour penser. Ne pas savoir écrire, c'est être privé de sens, rester spectateur de son propre avenir. Le non-lecteur est là, du côté de cet écrasement, de cette aptitude acquise à subir, de cet « à-quoi-bon », de ce renoncement. Sans statut social mobilisant⁵.

Le ministère maintient qu'il faut *développer et favoriser des actions de médiation entre ces ressources et la population.* Il insiste en soutenant le *développement, sous toutes formes possibles, de rencontres, d'échanges visant l'intégration des pratiques individuelles de lecture dans des pratiques collectives, qui permettent tant la détente et le plaisir que la communication et favorisent la créativité et la participation à la vie culturelle.*

En conclusion

Pourquoi contenir la lecture à la culture ? Et si la lecture (et plus judicieusement l'appropriation de l'écrit) était fondamentale pour la citoyenneté ? La culture ne sert-elle que le plaisir et la détente ? Le plaisir vient (et devrait devenir) de la réussite d'un travail, et, par chance, du travail lui-même (ou par sa transformation par l'acquisition ou le développement de techniques qui le rendent à la fois moins dur et plus efficace). Si la lecture est vraiment l'enjeu qu'on se plaît à agiter, il ne suffit pas de faire son métier en militant, il ne suffit pas de s'agiter en criant "Le plaisir, le plaisir !" Rien ne pourra faire l'économie de la mise en place d'un dispositif puissant d'observation de la production écrite. Il ne suffit

⁵ « Il faut un état, une famille, un nom, un rang, de la consistance enfin, pour faire sensation dans le monde en le calomniant. » Figaro dans le Barbier de Séville, acte II, scène 9.

pas de dire aux non ou peu lecteurs : "Venez voir comme c'est beau et comme vous avez tort de ne pas aimer". Il faut agir pour que chacun comprenne ce que c'est et comment ça agit de toute façon sur sa vie." Pastorale d'un côté, conscientisation de l'autre⁶. Jean Foucambert ajoute : « *Alors que tout montre que le plaisir découle de l'usage, on espère pour ceux qui ne lisent pas que le plaisir débouchera sur l'usage.* »

Présence et Action Culturelles – Analyse 2011-25

⁶ Contre la pastorale, qu'y a-t-il ? Jean Foucambert, Les Actes de lecture, n°22 (juin 1988)